N° de dossier : 307981/99

Ontario

COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE
E N T R E
MICHAEL GARIEPY, LYNN MARION,
WAYNE McGOWAN, PAUL BERTHELOT
et DALE ELLIOTT

Demandeurs

- et -

SHELL OIL COMPANY,
E.I. DUPONT DE NEMOURS AND COMPANY et
HOECHST CELANESE CORPORATION

Défendeurs

Recours intenté en vertu de la *Loi de 1992 sur les recours collectifs*

N° de dossier : C967236
GREFFE DE VANCOUVER

COUR SUPRÊME DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

E N T R E :

JEAN-MICHEL FURLAN et al

DEMANDEURS

ET :

SHELL OIL COMPANY,
E.I. DUPONT DE NEMOURS AND COMPANY et
HOECHST CELANESE CORPORATION

DÉFENDEURS

Recours intenté en vertu de la *Class Proceedings Act*

N° de dossier : 200 06-000001-985

Québec

COUR SUPÉRIEURE

ENTRE :

RICHARD COUTURE et al

Demandeurs

- et -

SHELL OIL COMPANY D/B/A SHELL CHEMICAL COMPANY,
HOECHST CELANESE CORPORATION et
AND E.I. DUPONT DE NEMOURS & COMPANY

CONVENTION DE TRANSACTION

ATTENDU QUE les demandeurs Michael Gariepy, Lynn Marion, Wayne McGowan, Paul Berthelot et Dale Elliott ont intenté un recours collectif (n° de dossier : 307981/99) à l'encontre de Shell Oil Company («Shell»), de E.I. DuPont de Nemours & Company («DuPont») et de Hoechst Celanese Corporation («Celanese») à la Cour supérieure de l'Ontario (l'« affaire **Gariepy** »);

ATTENDU QUE le demandeur Jean-Michel Furlan a intenté un recours collectif (n° de dossier : C967236) à l'encontre de Shell, de DuPont et de Celanese à la Cour suprême de la Colombie-Britannique (l'« affaire **Furlan** »);

ATTENDU QUE le demandeur Richard Couture a intenté un recours collectif (n° de dossier 200 06-000001-985) à l'encontre de Shell, de DuPont et de Celanese à la Cour supérieure du Québec (l'« affaire **Couture** »);

ATTENDU QUE la Cour supérieure de justice de l'Ontario a rejeté la demande d'autorisation de recours collectif des demandeurs dans le cadre de l'affaire **Gariepy** et que ceux-ci ont interjeté appel de cette décision;

ATTENDU QU'aucune demande d'autorisation de recours collectif n'a été présentée à ce jour dans l'affaire **Furlan** ni dans l'affaire **Couture**;

ATTENDU que les demandeurs allèguent que la tuyauterie et les systèmes de chauffage à eau chaude en polybutylène sont défectueux et veulent obtenir des dommages-intérêts relativement aux frais de réparation ou de remplacement de ces systèmes et à la réparation des dommages matériels subis en raison de fuites.

ATTENDU QUE Shell a nié que la tuyauterie et les systèmes de chauffage à eau chaude en polybutylène sont défectueux, qu'elle a quelque responsabilité juridique que ce soit à l'égard des déficiences alléguées et que les demandeurs ou les membres des recours collectifs ont le droit d'obtenir quelque dommages-intérêts que ce soit de sa part;

ATTENDU QUE les demandeurs et Shell souhaitent régler et résoudre de façon définitive ces affaires et toutes les réclamations similaires présentées à l'encontre de Shell dans les autres provinces et territoires canadiens;

ATTENDU QUE la présente convention a été conclue par suite de négociations sans lien de dépendance entre les avocats des groupes et Shell, compte tenu des frais d'autres procédures, des forces et des faiblesses des réclamations des demandeurs et de la défense de Shell à cet égard, ainsi que d'autres facteurs pertinents; et

ATTENDU QUE les avocats des groupes estiment que la transaction est équitable, raisonnable, adéquate et dans l'intérêt des membres des groupes visés par la transaction;

PAR CONSÉQUENT, sous réserve de l'approbation des cours, les demandeurs et Shell conviennent de parvenir à un compromis et de régler les recours collectifs conformément aux modalités suivantes :

1. Définitions

À moins que le contexte d'un article particulier de la présente convention n'exige une interprétation différente, les termes suivants ont le sens qui leur est attribué ci-après. Dans les présentes, le singulier inclut le pluriel et le féminin inclut le masculin, s'il y a lieu, et vice versa :

- a. « Administrateur des réclamations » désigne la personne dont les avocats des groupes ont retenu les services, sous réserve de l'approbation des cours, aux fins de l'administration du traitement et du règlement des réclamations de la manière prévue à l'article 7 de la présente convention.
- b. « Avocats des groupes » désigne, relativement à toutes les questions se rapportant au recours collectif dans l'affaire *Gariepy*, le cabinet d'avocats Siskind, Cromarty, Ivey & Dowler LLP, relativement à toutes les questions relatives au recours collectif dans l'affaire *Furlan*, le cabinet d'avocats Poyner Baxter, et relativement à toutes les questions se rapportant au recours collectif dans l'affaire *Couture*, le cabinet d'avocats Siskinds, Desmeules; ces avocats agissent tous pour le compte des représentants des demandeurs et ont dirigé les négociations avec Shell et les avocats de celle-ci, et ils continueront d'agir pour le compte des représentants des demandeurs et des membres des groupes visés par la transaction.
- c. « Conduite de branchement en PB » désigne la partie d'un système de distribution d'eau potable d'une unité qui s'étend du robinet d'isolement de la société de distribution des eaux à la conduite de transition du système de plomberie interne dans la structure ou adjoint à celle-ci, qui comporte des tuyaux fabriqués en résine de polybutylène de Shell et qui a été construite entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 2002. Les conduites de branchement en PB ne comprennent pas les compteurs, les conduites d'égouts, les systèmes de chauffage géothermiques, les conduites d'irrigation ou les conduites d'arrosage de jardin.
- d. « Convention » désigne la présente convention de transaction, y compris les annexes de celle-ci, exception faite des modifications qui pourraient y être apportées au moyen d'autres conventions écrites conclues entre les parties.
- e. « Cours » désigne les cours respectives de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Québec qui ont compétence dans les recours collectifs.
- f. « Date d'approbation des cours » désigne la dernière date à laquelle les ordonnances des cours approuvant la présente convention deviennent définitives. Aux fins de la présente convention, une ordonnance devient définitive lorsque le délai prescrit aux fins des appels ou des demandes d'autorisation d'appel de l'ordonnance visée a expiré sans qu'un appel ait été interjeté ou sans que l'on ait demandé une autorisation d'appel ou, si un appel est interjeté ou si l'on tente

d'obtenir une demande d'autorisation d'appel, lorsque cet appel, cette demande d'autorisation d'appel ou tout autre appel qui peut avoir été interjeté a été traité et que le délai prescrit aux fins d'autres appels, le cas échéant, a expiré.

- g. « Défectuosité reliée au PB » désigne, relativement à un système de chauffage à eau chaude en PB, (i) une fuite admissible dans le tuyau ou les raccords en polybutylène ou (ii) la réparation ou le remplacement de pièces en fer du système de chauffage à eau chaude en PB (y compris la chaudière, l'échangeur thermique, le vase d'expansion et les circulateurs) en raison de la corrosion. Les défectuosités reliées au PB ne comprennent pas l'entretien du système de chauffage à eau chaude en PB recommandé par le concepteur du système ou les fabricants des pièces ni les réparations entreprises dans le but d'améliorer le système de chauffage à eau chaude en PB ou d'accroître l'efficacité de chauffage ou son débit d'eau.
- h. « Demandeurs admissibles » désigne les demandeurs dont les réclamations ont été approuvées à des fins de règlement par l'administrateur des réclamations.
- i. « Demandeurs » désigne les demandeurs désignés et les représentants des groupes proposés dans le cadre des recours collectifs.
- j. « Demandeurs » désigne tous les membres des groupes visés par la transaction qui présentent une réclamation conformément aux procédures énoncées à l'article 8 de la présente convention. Le terme « demandeurs » comprend le représentant personnel ou la succession du demandeur.
- k. « Frais non remboursés » désigne les frais réels attestés engagés relativement à des réparations raisonnables et nécessaires effectuées sur de la tuyauterie en PB, sur des conduites de branchement en PB ou sur des systèmes de chauffage à eau chaude en PB ou relativement à des dommages matériels causés par une fuite admissible ou une défectuosité reliée au PB, dans la mesure où ces frais ne sont pas remboursés ou réglés par une autre personne (y compris une société d'assurance), à l'exception du membre du groupe visé par la transaction.
- l. Une « fuite admissible » désigne une défectuosité vérifiable dans une partie de la tuyauterie en PB, d'une conduite de branchement en PB ou d'un système de chauffage à eau chaude en PB qui produit un écoulement d'eau non désiré. Une fuite admissible ne comprend pas un écoulement d'eau provenant de conduites d'une machine à glaçons, de robinets ou d'accessoires (tels que les éviers, les toilettes, les robinets, les douches, les chauffe-eau ou les machines à laver).
- m. Dans le cadre de chacun des recours collectifs, « groupe visé par la transaction » désigne les personnes suivantes :

Toutes les personnes physiques et morales qui, en date du _____ [date à laquelle l'avis d'approbation de la présente transaction a été publié pour la première fois], sont propriétaires ou qui étaient antérieurement propriétaires d'une unité dans [la (les) province(s) en question]

construite entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 2002, dans laquelle on retrouve ou dans laquelle on retrouvait au moment où ce membre du recours collectif en était propriétaire l'un ou l'autre des éléments suivants :

1. de la tuyauterie en PB;
2. un système de chauffage à eau chaude en PB; ou
3. une conduite de branchement en PB.

Le groupe visé par la transaction dans l'affaire *Gariepy* comprend tous les membres du recours collectif en Ontario et dans tous les autres territoires ou provinces canadiens, à l'exception de la Colombie-Britannique et du Québec. Le groupe visé par la transaction dans l'affaire *Furlan* comprend tous les membres du recours collectif en Colombie-Britannique et le groupe visé par la transaction dans l'affaire *Couture* comprend tous les membres du recours collectif au Québec.

Les personnes suivantes sont exclues des groupes visés par la transaction :

1. toutes les personnes qui, conformément aux procédures établies par chacune des cours, signent, dans les délais prescrits, une demande d'exclusion d'un groupe visé par la transaction;
 2. Shell, Celanese et DuPont, les sociétés mères, filiales et membres du groupe de celles-ci ainsi que leurs dirigeants et administrateurs respectifs;
 3. toutes les personnes qui ont signé antérieurement une décharge en faveur de Shell relativement à leurs réclamations à l'égard de leur tuyauterie en PB, de leurs systèmes de chauffage à eau chaude en PB ou de leurs conduites de branchement en PB;
 4. toutes les personnes qui ont signé antérieurement une décharge ou en ont obtenu une du Consumer Plumbing Recovery Center ou du Plumbing Claims Group, Inc.;
 5. tous les constructeurs, fabricants, distributeurs, détaillants ou autres revendeurs commerciaux d'unités, sauf s'ils occupent l'unité ou la louent à une autre personne.
- n. «Parties exonérées » désigne Shell, ses sociétés mères, ses filiales, ses divisions et les membres de son groupe, ainsi que leurs administrateurs, successeurs, ayants droit, préposés, mandataires, employés, dirigeants et administrateurs respectifs.
- o. «Recours collectif » désigne les recours collectifs intentés en Ontario dans le cadre de l'affaire *Gariepy*, en Colombie-Britannique dans le cadre de l'affaire *Furlan* et au Québec dans le cadre de l'affaire *Couture*.

- p. « Réinstallation de la plomberie » désigne le remplacement complet ou le contournement de tous les tuyaux en polybutylène utilisés dans la tuyauterie en PB d'une unité au moyen de tuyaux fabriqués à partir d'un matériau autre que le polybutylène.
- q. « Remplacement d'une conduite de branchement » désigne le remplacement complet ou le contournement de tous les tuyaux en polybutylène dans une conduite de branchement en PB au moyen de tuyaux fabriqués à partir d'un matériau autre que le polybutylène.
- r. « Remplacement du système de chauffage à eau chaude en PB » désigne le remplacement complet ou le contournement de tous les tuyaux en polybutylène du système de chauffage à eau chaude en PB d'une unité au moyen de tuyaux fabriqués à partir d'un matériau autre que le polybutylène.
- s. « Système de chauffage à eau chaude en PB » désigne le système de chauffage à eau chaude d'une unité qui fait appel à des tuyaux fabriqués en résine de polybutylène de Shell pour distribuer de l'eau chaude dans des plinthes et sous le plancher dans le but de chauffer les pièces de l'unité et qui a été installé entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 2002.
- t. « Transaction » désigne la transaction (le règlement) dont les modalités sont décrites dans la présente convention.
- u. « Tuyauterie en PB » désigne la partie du système de distribution d'eau potable d'une unité dont les tuyaux sont fabriqués en résine de polybutylène de Shell et qui a été installée entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 2002. La tuyauterie en PB ne comprend pas les systèmes de chauffage à eau chaude, la tuyauterie de vidange ou de ventilation, les conduites d'égouts, les appareils sanitaires (tels que les pommes de douche, les robinets, les toilettes, les machines à laver et les chauffe-eau) ou la tuyauterie desservant des piscines ou des cuves thermales extérieures.
- v. « Unité » désigne une maison mobile, une maison unifamiliale construite sur place, un logement unifamilial dans une structure multifamiliale, comme un duplex ou un immeuble en copropriété ou à appartements, ou chaque partie d'une structure commerciale ou autre occupée par un seul locataire, construit entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 2002. Une « unité » ne comprend pas les toilettes portatives, les bâtiments temporaires, les avions, les bateaux, les véhicules récréatifs, les caravanes classiques ou d'autres véhicules motorisés ou destinés à être utilisés régulièrement sur des routes publiques.
- w. Une « unité de type I » est une résidence unifamiliale construite sur place ou un logement unifamilial dans un duplex, un triplex ou un quadruplex.
- x. Une « unité de type II » est un logement unifamilial dans une résidence multifamiliale et qui comporte plusieurs et qui ne fait pas partie du type I et

chaque partie d'une structure commerciale ou autre occupée par un seul locataire ou un groupe de locataires.

y. Une « unité de type III » est une maison mobile.

Dans la présente convention, toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens.

2. Approbation des groupes visés par la transaction

2.1 Aux fins de la mise en œuvre de la présente transaction, les parties conviennent de présenter aux cours des requêtes conjointes visant à faire approuver les groupes visés par la transaction.

2.2 Le fait que Shell convienne d'approuver un groupe a uniquement pour but de faciliter la transaction et ne constitue pas une admission qu'un groupe peut être approuvé aux fins d'un procès dans le cadre des recours collectifs ou d'une autre procédure. Au contraire, Shell conserve le droit de s'opposer à l'approbation d'un groupe aux fins d'un procès dans le cadre des recours collectifs et dans le cadre d'une autre procédure si la présente convention n'est pas approuvée ou mise en œuvre pour quelque raison que ce soit.

3. Renonciation aux moyens de défense fondés sur la prescription

3.1 Uniquement aux fins de la présentation d'une réclamation aux termes de la présente convention, aucun membre d'un groupe visé par la transaction n'est considéré comme inadmissible à recevoir une indemnisation stipulée dans la présente convention en raison d'une loi de prescription ou d'un autre moyen de défense fondé sur la prescription.

3.2 Aucune disposition de la présente convention ne constitue une renonciation par l'une ou l'autre des parties exonérées aux moyens de défense fondés sur les lois de prescription ou d'inaction, les délais de prescription, un autre moyen de défense fondé sur la prescription ou tout autre moyen de défense relativement à un membre d'un groupe visé par la transaction qui se retire de la présente transaction.

4. Admissibilité à une indemnisation

Tous les membres des groupes visés par la transaction sont admissibles à une indemnisation aux termes de la présente convention. Toutefois, pour bénéficier de ce droit, les membres des groupes visés par la transaction doivent présenter une réclamation conformément à la procédure énoncée à l'article 8 de la présente convention. Les droits des membres des groupes visés par la présente convention sont propres à chacun d'entre eux et ne peuvent être cédés à une autre personne. La présente convention s'applique uniquement au profit des membres des groupes visés par la transaction; il n'existe aucun bénéficiaire tiers.

5. Fonds de la transaction

- 5.1 En règlement de toutes les réclamations relatives à la tuyauterie en PB, aux conduites de branchement en PB et aux systèmes de chauffage à eau chaude en PB des membres des groupes visés par la transaction, Shell convient de verser, sous réserve des dispositions du paragraphe 6.8, la somme de 20 M\$, compte tenu de l'intérêt avant jugement et des frais d'avis et d'administration (le « montant de la transaction »). Shell versera le montant de la transaction à l'administrateur des réclamations conformément aux dispositions prévues ailleurs dans la présente convention, versement qui créera et constituera le fonds de la transaction. Le fonds de la transaction constituera un fonds de règlement admissible (*Qualified Settlement Fund*) et sera géré comme tel, conformément à l'article 468B du *Internal Revenue Code of 1986* des États-Unis, en sa version modifiée, et au règlement y afférent (un « QSF »). Les parties conviennent de négocier de bonne foi, sous réserve de l'approbation des cours, toute modification de la présente convention qui est nécessaire afin que l'*Internal Revenue Service* (l'« IRS ») considère le fonds de la transaction comme un QSF. L'administrateur des réclamations prendra toutes les mesures nécessaires et déposera tous les documents d'information requis afin que le fonds de la transaction soit considéré comme un QSF.
- 5.2 L'administrateur des réclamations conservera le fonds de la transaction dans un compte ou dans un instrument portant intérêt d'une banque à charte canadienne en attendant qu'il soit versé aux demandeurs admissibles. Le fonds de la transaction sera administré par l'administrateur des réclamations sous la supervision des cours. Après déduction des frais raisonnables et nécessaires relativement aux avis et à l'administration, le fonds de la transaction, y compris l'intérêt couru sur celui-ci, sera versé conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente convention aux demandeurs admissibles de la manière la plus rapide et efficace possible afin de minimiser les frais relatifs aux opérations et de maximiser les sommes versées aux demandeurs admissibles.

6. Répartition du fonds relatif à la transaction

- 6.1 Le fonds de la transaction (déduction faite des frais raisonnables et nécessaires relativement aux avis et à l'administration des réclamations) sera réparti entre les demandeurs admissibles en fonction d'un système de points, qui a pour but de refléter dans la plus grande mesure possible le bien-fondé et la portée relatifs de chaque réclamation présentée par un demandeur admissible. À l'expiration de la période de présentation des réclamations, le fonds de la transaction sera distribué aux demandeurs admissibles en fonction des points attribués à chacun d'entre eux, sous réserve de certains plafonds, comme suit :
- 6.2 Réclamations relatives à la tuyauterie en PB
- 6.2.1 Les demandeurs dont la tuyauterie en PB n'a pas eu de fuite admissible se verront attribuer 2,5 points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 250 \$.

- 6.2.2 Les demandeurs dont la tuyauterie en PB a eu une ou plusieurs fuites admissibles, mais qui ont engagé des frais non remboursés globaux inférieurs à 500 \$, se verront attribuer cinq points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 500 \$.
- 6.2.3 Les demandeurs dont la tuyauterie en PB a eu une ou plusieurs fuites admissibles et qui ont engagé des frais non remboursés globaux de plus de 500 \$ se verront attribuer un point par tranche de 100 \$ de ces frais non remboursés, jusqu'à concurrence de 25 points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 2 500 \$.
- 6.2.4 Les demandeurs qui sont propriétaires d'unités de type I comportant de la tuyauterie en PB et qui ont engagé des frais non remboursés relativement à la réinstallation de la plomberie se verront attribuer 70 points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 7 000 \$.
- 6.2.5 Les demandeurs qui sont propriétaires d'unités de type II comportant de la tuyauterie en PB et qui ont engagé des frais non remboursés relativement à la réinstallation de la plomberie se verront attribuer 40 points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 4 000 \$.
- 6.2.6 Les demandeurs qui sont propriétaires d'unités de type III comportant de la tuyauterie en PB et qui ont engagé des frais non remboursés relativement à la réinstallation de la plomberie se verront attribuer 30 points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 3 000 \$.

6.3 Réclamations relatives aux conduites de branchement en PB

- 6.3.1 Les demandeurs dont les conduites de branchement en PB n'ont pas eu de fuite admissible se verront attribuer un point. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 100 \$.
- 6.3.2 Les demandeurs dont les conduites de branchement en PB ont eu une fuite admissible ou qui ont procédé au remplacement d'une conduite de branchement se verront attribuer 2,5 points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 250 \$.

6.4 Réclamations relatives aux systèmes de chauffage à eau chaude en PB

- 6.4.1 Les demandeurs dont les systèmes de chauffage à eau chaude en PB n'ont pas eu de déféctuosité reliée au PB se verront attribuer 2,5 points. La

somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 250 \$.

6.4.2 Les demandeurs dont les systèmes de chauffage à eau chaude en PB ont eu une ou plusieurs déficiences reliées au PB, mais qui ont engagé des frais non remboursés globaux inférieurs à 500 \$, se verront attribuer cinq points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 500 \$.

6.4.3 Les demandeurs dont les systèmes de chauffage à eau chaude en PB ont eu une ou plusieurs déficiences reliées au PB et qui ont engagé des frais non remboursés globaux de plus de 500 \$ se verront attribuer un point par tranche de 100 \$ de ces frais non remboursés, jusqu'à concurrence de 25 points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 2 500 \$.

6.4.4 Les demandeurs dont les systèmes de chauffage à eau chaude en PB ont eu une déficence reliée au PB et qui ont engagé des frais non remboursés relativement au remplacement d'un système de chauffage à eau chaude en PB se verront attribuer 50 points. La somme maximale payable aux fins d'un règlement à un demandeur de cette catégorie est de 5 000 \$.

6.5 Points non cumulatifs

Un demandeur se verra attribuer le nombre maximal de points auxquels il a droit selon sa réclamation aux termes des divers alinéas des paragraphes 6.2, 6.3 et 6.4. Un demandeur ne pourra en aucun cas se voir attribuer des points multiples ou cumulatifs aux termes de ces alinéas relativement à la même unité. (P. ex., un demandeur dont l'unité comporte de la tuyauterie en PB ne peut se voir attribuer des points à la fois aux termes de l'alinéa 6.2.3 en raison des frais non remboursés qu'il a engagés relativement à la réparation d'une fuite admissible et aux termes de l'alinéa 6.2.4 en raison des frais non remboursés qu'il a engagés relativement à la réinstallation de la plomberie; celui-ci se verra plutôt attribuer uniquement des points aux termes de l'alinéa 6.2.4, soit le nombre maximal de points auxquels il a droit selon le présent exemple.)

6.6 Fonds pour difficultés économiques

L'administrateur des réclamations aura le pouvoir d'excéder les plafonds indiqués ci-dessus dans des cas exceptionnels s'il conclut que l'application de ces plafonds imposerait au demandeur des difficultés économiques importantes. Toutefois, un demandeur ne sera en aucun cas admissible à une mesure de redressement supplémentaire aux termes du présent paragraphe s'il n'a pas constaté une fuite admissible ou une déficence reliée au PB ou n'a pas procédé à la réinstallation de la plomberie. Le montant global maximal du fonds de la transaction que l'administrateur des réclamations peut verser en cas de difficultés financières est de 250 000 \$.

6.7 Limite maximale globale

6.7.1 Si un demandeur est propriétaire d'une unité comportant de la plomberie en PB, une conduite de branchement en PB et/ou un système de chauffage à eau chaude en PB, il pourra présenter une réclamation relativement à une partie ou à la totalité de ces systèmes qui se trouvent dans son unité, ainsi que pour chacune des unités dont il est propriétaire. Une fois qu'un demandeur aura présenté une réclamation relativement à une unité, il ne pourra soumettre de réclamations multiples ou successives relativement à la même unité par la suite.

6.7.2 Nonobstant toute autre disposition à l'effet contraire dans les présentes, la somme maximale payable à un demandeur aux termes de la présente convention, sans égard au nombre d'unités dont celui-ci est propriétaire, est de 100 000 \$. Aux fins du présent paragraphe, si un demandeur est une société par actions, une société de personnes ou une autre personne morale, le terme « demandeur » comprendra la personne physique ou morale qui la contrôle (comme par exemple une société mère ou un commandité) ainsi que toutes les entités faisant l'objet d'un contrôle commun (comme par exemple des filiales, des membres du groupe ou d'autres sociétés de personnes faisant l'objet d'un contrôle commun) reliées à ce demandeur.

6.8 Fonds excédentaires

Si l'application des plafonds dont il est question ci-dessus à l'égard de sommes payables à un demandeur et le nombre de réclamations présentées font en sorte qu'une partie de la somme de 20 M\$ accordée dans le cadre de la transaction n'est pas versée au moment du règlement des réclamations et des frais raisonnables et nécessaires relativement aux avis et à l'administration des réclamations, la somme non versée sera retournée à Shell et lui appartiendra.

7. Nomination de l'administrateur des réclamations

7.1 Sous réserve de l'approbation des cours, les avocats des groupes retiendront les services d'un administrateur des réclamations que Shell jugera acceptable aux fins du traitement et du règlement des réclamations conformément à la présente convention. Les frais raisonnables et nécessaires relativement à l'administration des réclamations, y compris les honoraires de l'administrateur des réclamations, seront réglés au moyen du fonds de la transaction, selon des montants devant être approuvés par les avocats des groupes. Ces frais relatifs à l'administration des réclamations ne comprennent pas les honoraires ou les frais des avocats des groupes. Les frais relatifs aux avis et à l'administration des réclamations ne pourront excéder globalement 1 M\$. Nonobstant toute autre disposition se rapportant au moment du versement du fonds de la transaction, Shell avancera des fonds au moyen du fonds de la transaction afin de régler les frais relatifs à l'administration des réclamations au fur et à mesure qu'ils seront engagés.

- 7.2 L'administrateur des réclamations et tous les employés dont celui aura retenu les services pour l'aider à traiter les réclamations doivent signer une déclaration de confidentialité aux termes de laquelle ils conviennent de garder confidentiels les renseignements relatifs aux membres des groupes visés par la transaction et ils devront prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que l'identité de tous les membres des groupes visés par la transaction et tous les renseignements relatifs à leurs réclamations demeurent confidentiels et ne sont pas fournis à qui que ce soit, sauf indication contraire dans la présente convention.

8. Procédure de présentation des réclamations

8.1 Procédure et dates limites de présentation des réclamations

Pour avoir droit à une indemnisation au moyen du fonds de la transaction, les membres des groupes visés par la transaction doivent poster à l'administrateur des réclamations, au plus tard douze (12) mois après la date à laquelle l'avis informant que les cours ont approuvé la présente convention a été publié pour la dernière fois, le cachet de la poste en faisant foi (cette période de 12 mois étant appelée la « période de présentation des réclamations »), un formulaire de réclamation rempli, signé et vérifié, accompagné des pièces justificatives qui y sont requises. Les membres des groupes visés par la transaction qui n'auront pas soumis de formulaire de réclamation rempli en bonne et due forme avant la fin de la période de présentation des réclamations abandonneront à tout jamais leur droit à une indemnisation au moyen du fonds de la transaction, et ne pourront plus jamais intenter de poursuites à l'encontre des parties exonérées, sauf s'ils se sont retirés antérieurement de la présente transaction conformément au paragraphe 10.6.

8.2 Formulaire de réclamation

Les réclamations seront soumises sur un formulaire dont les avocats des groupes et Shell auront jugé le modèle acceptable (le « formulaire de réclamation ») qui demandera au demandeur de fournir suffisamment de renseignements et de pièces justificatives pour établir son droit à une indemnisation au moyen du fonds de la transaction et pour permettre à l'administrateur des réclamations d'établir le nombre de points devant être attribués à la réclamation.

8.3 Avis aux acquéreurs ultérieurs

En contrepartie du droit de présenter une réclamation et d'obtenir une indemnisation, chaque demandeur convient de divulguer formellement à un acquéreur ultérieur de son unité que celle-ci comporte de la tuyauterie en PB, une conduite de branchement en PB ou un système de chauffage à eau chaude en PB (sauf si le demandeur a déjà procédé à la réinstallation de la plomberie ou au remplacement du système), qu'il a constaté une fuite admissible ou une défectuosité liée au PB, selon le cas, et qu'il a présenté une réclamation en vue d'obtenir une indemnisation au moyen du fonds de la transaction de Shell.

9. Administration des réclamations

- 9.1 L'administrateur des réclamations traitera les réclamations de façon économique et dans des délais appropriés.
- 9.2 L'administrateur des réclamations examinera les réclamations au fur et à mesure que celles-ci lui seront présentées, les rejettera ou les approuvera et attribuera à toutes les réclamations approuvées les points auxquels celles-ci ont droit aux termes de l'article 6 de la présente convention. L'administrateur des réclamations ne peut approuver que les réclamations valides conformément aux modalités de la présente convention. L'administrateur des réclamations n'a pas le pouvoir de modifier les modalités de la présente convention ni de ne pas en tenir compte ou encore de renoncer à des exigences relatives à la présentation des réclamations. Afin d'aider l'administrateur des réclamations à approuver et à catégoriser les réclamations et à interpréter la présente convention, les parties acceptent que d'autres lignes directrices soient fournies à l'administrateur des réclamations.
- 9.3 Si les documents soumis avec une réclamation indiquent qu'un demandeur n'a pas droit à une indemnisation ou si celui-ci omet de soumettre les documents nécessaires pour établir qu'il y a droit, l'administrateur des réclamations rejettera la réclamation et avisera par écrit le demandeur de ce rejet.
- 9.4 Si un demandeur fournit des documents établissant qu'il a droit à une indemnisation, mais omet de fournir suffisamment de documents pour établir le nombre de points devant être attribués à sa réclamation, l'administrateur des réclamations avisera le demandeur par écrit des lacunes que comporte sa réclamation et lui accordera 30 jours pour y remédier, à défaut de quoi sa réclamation se verra attribuer le nombre minimal de points auxquels elle est admissible en l'absence de renseignements supplémentaires.
- 9.5 L'administrateur des réclamations, les avocats des groupes et Shell ont le droit, mais non l'obligation, d'inspecter l'unité d'un demandeur afin de vérifier le bien-fondé de la réclamation de celui-ci.
- 9.6 Dans les 30 jours suivant les six premiers mois de la période de présentation des réclamations, l'administrateur des réclamations fournira aux avocats des groupes et à Shell un rapport intermédiaire identifiant tous les demandeurs admissibles et les points attribués à chacun d'entre eux jusqu'à cette date. Dans les 30 jours suivant l'expiration de la période de présentation des réclamations, l'administrateur des réclamations fournira aux avocats des groupes et à Shell un rapport définitif identifiant tous les demandeurs admissibles, les points attribués à chacun d'entre eux et le montant estimatif du fonds de la transaction auxquels chacun d'entre eux a droit conformément à la présente convention (le « rapport définitif »). En outre, l'administrateur des réclamations informera chacun des demandeurs admissibles dont la réclamation a été rejetée en totalité ou en partie du motif de ce rejet, et celui-ci disposera de 30 jours à compter de la date de la mise à la poste de l'avis pour en appeler de ce rejet en soumettant à l'administrateur des réclamations une déclaration écrite présentant les motifs de

son appel. Aucun autre document ne pourra être soumis dans le cadre d'un appel. Les avocats des groupes et Shell disposeront de 60 jours pour examiner le rapport définitif et les appels et pour présenter des objections à cet égard. Tout appel ou objection pourra être résolu au moyen d'une entente conclue entre les avocats des groupes et Shell ou grâce au recours à un tiers neutre conformément à une procédure devant être convenue par les avocats des groupes et Shell.

- 9.7 Sans délai après l'expiration de la période de 60 jours durant laquelle les avocats des groupes et Shell ont la possibilité d'examiner le rapport définitif ou après la résolution des appels ou des objections au rapport définitif, selon la dernière éventualité, Shell versera à l'administrateur des réclamations le montant de la transaction (déduction faite (i) des fonds avancés antérieurement aux fins du règlement des frais relatifs aux avis et à l'administration des réclamations et (ii) des fonds devant revenir à Shell aux termes du paragraphe 6.8), et celui-ci versera aux demandeurs admissibles l'indemnisation à laquelle ils ont droit conformément à la présente convention en leur postant des chèques aux adresses indiquées sur leur formulaire de réclamation (ou à toute autre destinataire que les demandeurs admissibles pourraient avoir désigné par la suite à l'administrateur des réclamations).
- 9.8 Dans les 30 jours suivant le paiement de tous les demandeurs admissibles, l'administrateur des réclamations fournira aux cours, aux avocats des groupes et à Shell une comptabilisation définitive du processus d'administration des réclamations, y compris le nombre total de réclamations présentées, le nombre total de réclamations approuvées, la somme totale versée aux demandeurs admissibles, les frais relatifs à l'administration et aux avis engagés, la partie non versée du montant de la transaction, le cas échéant, et tout autre renseignement que les cours pourraient exiger.
- 9.9 L'administrateur des réclamations fournira aux avocats des groupes et à Shell tous les autres rapports qui pourraient lui être raisonnablement demandés.
- 9.10 L'administrateur des réclamations conservera tous les registres ayant trait au traitement et au règlement des réclamations. Les avocats des groupes et Shell pourront, à leurs frais, inspecter et vérifier les registres de l'administrateur des réclamations à tout moment sur remise d'un avis raisonnable à celui-ci.
- 9.11 Sauf en ce qui a trait au versement du montant de la transaction à l'administrateur des réclamations afin d'établir le fonds de la transaction, Shell n'aura aucune responsabilité dans le cadre du traitement et du règlement des réclamations ou de la tenue du fonds de la transaction. Aucun membre d'un groupe visé par la transaction ne pourra revendiquer à l'encontre de Shell que sa réclamation a été rejetée ou qu'on lui a attribué une part inadéquate ou insuffisante du fonds de la transaction.

10. Avis aux membres des groupes visés par la transaction et retrait

- 10.1 Les parties conviennent de présenter aux cours une requête conjointe afin d'obtenir une ordonnance approuvant l'avis remis aux membres des groupes visés par la transaction énonçant (i) la date et l'endroit des audiences devant être tenues par les cours relativement à l'approbation de la transaction et (ii) le droit des membres des groupes visés par la transaction de s'objecter à celle-ci.
- 10.2 Le modèle et le contenu de l'avis informant les membres des groupes visés par la transaction des audiences d'approbation de la transaction (l'« avis des audiences d'approbation de la transaction ») sont ceux présentés à l'annexe A de la présente convention.
- 10.3 Sans délai après avoir obtenu la dernière ordonnance des cours approuvant l'avis, les avocats des groupes feront en sorte que les avis des audiences d'approbation de la transaction soient envoyés par courrier ordinaire aux membres des groupes visés par la transaction dont l'identité est connue de ceux-ci ou de Shell. Shell fournira aux avocats des groupes sa liste des membres des groupes visés par la transaction dont elle connaît l'identité et la dernière adresse connue.
- 10.4 Les avocats des groupes feront également en sorte que l'avis des audiences d'approbation de la transaction soit publié dans les publications énoncées à l'annexe B de la présente convention, ainsi que sur leurs sites Web. Les avocats des groupes devront établir un numéro de téléphone sans frais par l'entremise duquel les membres des groupes visés par la transaction pourront obtenir des renseignements supplémentaires sur la transaction.
- 10.5 Si les cours approuvent la transaction, le modèle et le contenu des autres avis informant les membres des groupes visés par la transaction que les cours ont approuvée la présente transaction, la procédure et les dates limites de retrait de la transaction et la procédure et les dates limites de présentation des réclamations (l'« avis d'approbation de la transaction ») seront ceux présentés à l'annexe C de la présente convention. Les avocats des groupes feront en sorte que l'avis d'approbation de la transaction soit donné aux membres des groupes visés par la transaction de la manière prévue aux paragraphes 10.3 et 10.4 ci-dessus.
- 10.6 Les membres des groupes visés par la transaction qui souhaitent être exclus de la présente transaction doivent le faire avant la date limite indiquée dans l'avis d'approbation de la transaction (date qui se situera environ 60 jours après la mise à la poste et la publication de l'avis) en remplissant le formulaire de retrait qui figure à l'annexe D des présentes et en le retournant à l'avocat du groupe pertinent. Une demande d'exclusion parviendra à destination dans les délais prescrits si elle est mise à la poste au plus tard à la date limite de retrait, le cachet de la poste en faisant foi. Un membre d'un groupe visé par la transaction qui soumet dans les délais prescrits un formulaire de retrait rempli sera réputé s'être retiré et avoir renoncé à réclamer sa part du fonds de la transaction, à l'égard de toutes les unités dont il est propriétaire.

- 10.7 Ni les demandeurs, ni les avocats des groupes ni Shell n'encourageront un membre d'un groupe visé par la transaction à se retirer. Les avocats des groupes recommanderont à tous les membres du recours collectif qu'ils représentent de façon individuelle d'accepter la transaction.
- 10.8 Dans les 15 jours suivant la date limite de retrait du groupe visé par la transaction, les avocats des groupes remettront à Shell un rapport identifiant tous les membres des groupes visés par la transaction qui se sont retirés, ainsi qu'un exemplaire de leur formulaire de retrait rempli.
- 10.9 Si le nombre total de membres d'un groupe visé par la transaction qui choisissent de se retirer de la transaction est, à l'entière discrétion de Shell, excessif, celle-ci aura le droit de se retirer de la présente convention en donnant un avis écrit à cet effet aux avocats des groupes dans les 30 jours suivant la réception du rapport sur les retraits de la part des avocats des groupes.
- 10.10 Les frais relatifs à la remise des avis aux membres des groupes visés par la transaction seront réglés au moyen du fonds de la transaction. Nonobstant toute autre disposition relative au moment du versement du fonds de la transaction, Shell devra régler les frais relatifs aux avis au fur et à mesure que ceux-ci seront engagés. Si la transaction n'est pas approuvée par les cours ou n'est pas mise en œuvre pour quelque raison que ce soit, les frais déjà engagés relativement à la remise des avis demeureront la responsabilité de Shell.

11. Honoraires juridiques

Dans les 30 jours suivant la date d'approbation des cours ou l'expiration du moment où Shell peut exercer son droit de se retirer de la transaction aux termes du paragraphe 10.9, selon la dernière éventualité, Shell convient de payer aux avocats des groupes des honoraires (y compris les frais et débours et les taxes applicables) de 3000 000 \$, sous réserve de l'approbation préalable des cours. Cette somme comprendra tous les honoraires, frais et débours que les avocats des groupes pourraient engager dans le cadre de l'administration des réclamations. Ces honoraires ne proviendront pas du fonds de la transaction ni ne réduiront celui-ci de quelque manière que ce soit.

12. Décharges/réclamations de tiers

12.1 Décharge des réclamations

Au moment où les ordonnances des cours approuvant la présente transaction seront rendues, et sous réserve des modalités de la présente convention, chaque membre d'un groupe visé par la transaction, sauf s'il se retire du groupe visé par la transaction pertinent dans les délais prescrits, sera réputé, pour son propre compte ou celui de toute personne pour le compte de laquelle il présente des réclamations, libérer et décharger et libère et décharge par les présentes à tout jamais les parties exonérées des réclamations, connues ou inconnues, qu'il a eu, a ou qui pourraient survenir ou s'accumuler ultérieurement relativement à une perte, à des dommages ou à des frais subis ou engagés en raison de sa tuyauterie

en PB, de ses systèmes de chauffage à eau chaude en PB ou de ses conduites de branchement en PB, y compris toutes les réclamations qu'on a faites ou qu'on aurait pu faire valoir pour son compte dans le cadre de l'un ou l'autre des recours collectifs, et toutes les demandes de subrogation de ses assureurs ou de tout autre subrogé non protégé d'une renonciation par les dispositions des polices d'assurance applicables du membre du groupe visé par la transaction pertinent (ou cédées ou subrogées antérieurement et ne faisant pas l'objet d'un compromis ou d'un règlement par le titulaire de la police).

12.2 Droits réservés/réclamations présentées par des tiers

Sauf indication contraire dans les présentes, aucune disposition de la présente convention ne portera préjudice aux droits des membres des groupes visés par la transaction de faire valoir tous les autres droits et recours dont ils disposent à l'encontre de personnes physiques ou morales autres que les parties exonérées ni ne portera atteinte de quelque manière que ce soit à ces droits. Si un membre d'un groupe visé par la transaction introduit ou poursuit une instance ou présente ou fait valoir une réclamation à l'encontre d'une autre personne physique ou morale relativement à sa tuyauterie en PB, à son système de chauffage à eau chaude en PB ou à sa conduite de branchement en PB, le membre du groupe visé par la transaction en question convient d'indemniser les parties exonérées et de les tenir quittes de toute demande reconventionnelle, réclamation de tiers ou demande de contribution et d'indemnisation.

13. Approbation des cours

- 13.1 La présente convention ne pourra être exécutée que si elle est approuvée par chacune des cours et que le délai prescrit pour les appels a expiré ou que tous les appels sont épuisés.
- 13.2 Les parties conviennent de rédiger et de déposer des requêtes d'approbation de la transaction dès que possible. Les parties conviennent de faire de leur mieux pour obtenir les approbations des cours conformément aux règles applicables, bien que cela n'oblige pas une partie à accepter de modifier la présente convention. Les parties conviennent que les ordonnances, les conclusions ou les jugements soumis aux cours dans le cadre de la présente transaction devront être jugés satisfaisants par Shell.
- 13.3 Si elle est approuvée par les cours, la transaction liera tous les membres des groupes visés par la transaction, à l'exception de ceux qui se seront retirés dans les délais prescrits conformément aux dispositions du paragraphe 10.6 de la présente convention, que le membre en question ait présenté une réclamation ou non et que celle-ci ait été approuvée ou non.

14. Incidence d'un refus d'approbation

14.1 Si la présente convention n'est pas approuvée de la manière indiquée à l'article 13, cela aura les conséquences suivantes :

- a) la présente convention sera résolue et, par la suite, n'aura plus aucun effet, à l'exception des dispositions prévues dans le présent paragraphe et dans le paragraphe 2.2, et aucune partie à la convention n'aura l'obligation de réaliser la transaction;
- b) la présente convention et toutes ses dispositions, ainsi que toutes les négociations, déclarations et procédures y afférentes, sont sans préjudice des droits des membres des groupes visés par la transaction et de Shell, qui se retrouveront tous dans la même situation que celle qui existait immédiatement avant la rédaction de la présente convention; et
- c) la présente convention et le fait qu'elle ait été négociée et signée ne constituent pas une admission de la part de Shell et ne doivent pas être utilisés à l'encontre de cette dernière comme une preuve de responsabilité ou de dommages ni être mentionnés d'une autre manière à quelque autre fin que ce soit dans le cadre d'une action, d'une réclamation, d'une audience ou d'une poursuite intentée par une personne.

15. Ordonnances approuvant la présente convention

Chacune des ordonnances approuvant la présente convention rendue par les cours prévoira ce qui suit :

- (i) prévoir que la cour en question est compétente;
- (ii) attester, aux fins de la transaction uniquement, les groupes visés par la transaction au sens des présentes;
- (iii) conclure qu'un avis raisonnable de la transaction et de la possibilité de s'y objecter a été donné aux membres des groupes visés par la transaction;
- (iv) déclarer que la présente transaction est raisonnable, équitable et adéquate et dans l'intérêt des groupes visés par la transaction;
- (v) approuver la transaction et ordonner aux parties et à tous les membres des groupes visés par la transaction de s'y conformer;
- (vi) interdire aux membres des groupes visés par la transaction qui ne se seront pas retirés d'intenter des poursuites devant des tribunaux ou de faire valoir des réclamations dans le cadre de poursuites en cours à l'encontre des parties exonérées en raison de leur tuyauterie en PB, de leurs conduites de branchement en PB ou de leurs systèmes de chauffage à eau chaude en PB ou s'y rapportant;

- (vii) prévoir que les membres des groupes visés par la transaction seront réputés avoir déchargé les parties exonérées de toutes les réclamations à leur encontre (y compris les demandes de subrogation dans la mesure permise par les polices d'assurance applicables) découlant de leur tuyauterie en PB, de leurs systèmes de chauffage à eau chaude en PB ou de leurs conduites de branchement en PB ou s'y rapportant, conformément au paragraphe 12.1 ci-dessus;
- (viii) interdire les demandes reconventionnelles, les réclamations présentées par des tiers et toutes les demandes de contribution et d'indemnisation à l'encontre des parties exonérées;
- (ix) ordonner que l'avis d'approbation de la présente transaction soit donné aux groupes visés par la transaction conformément à l'article 10 de la présente convention;
- (x) rejeter les recours collectifs intentés à l'encontre de Shell avec préjudice; et
- (xi) prévoir que, à l'exception de ce qui est prévu dans la présente convention, chaque partie assumera ses propres frais dans le cadre des recours collectifs.

16. Dispositions diverses

- 16.1 Les parties collaboreront et contribueront à accomplir ce qui précède dans les délais prescrits et prendront toutes les mesures raisonnables à cet égard.
- 16.2 Les cours conserveront une compétence exclusive et continue à l'égard des recours collectifs et de toutes les parties désignées ou décrites dans le cadre de ceux-ci, y compris tous les membres des groupes visés par la transaction et Shell, et à l'égard de la présente convention afin de s'assurer que tous les versements sont effectués en bonne et due forme et aux fins de l'interprétation et de la mise à exécution des modalités, des conditions et des obligations prévues dans les présentes.
- 16.3 La présente convention, y compris les annexes qui y sont jointes, constitue l'entente intégrale conclue entre les parties relativement à l'objet des présentes et remplace toutes les conventions et ententes conclues antérieurement entre les parties relativement à cet objet. La présente convention ne peut être modifiée, sauf au moyen d'un document écrit signé par toutes les parties et sous réserve de l'approbation des cours.
- 16.4 La présente convention peut être signée en un ou plusieurs exemplaires, chacun d'entre eux étant réputé constituer un original, et tous les exemplaires seront considérés comme un seul et même document.

16.5 La présente convention constitue un compromis à l'égard de litiges et elle n'est pas réputée constituer l'admission d'une réclamation, d'une allégation, d'une responsabilité ou d'une faute de quelque sorte que ce soit par une partie aux présentes, et elle ne doit pas être interprétée comme telle, ces réclamations et cette responsabilité étant expressément niées.

Fait le ____ octobre 2003.

**Pour MICHAEL GARIEPY, LYNN MARION,
WAYNE MCGOWAN, PAUL BERTHELOT
et DALE ELLIOTT,**

Siskind, Cromarty, Ivey & Dowler LLP

Pour JEAN-MICHEL FURLAN et al,

Poyner Baxter

Pour RICHARD COUTURE et al,

Siskinds, Desmeules

Pour SHELL OIL COMPANY,

Hugh H. Saum, III

ANNEXE A

AVIS JURIDIQUE RELATIF À LA TRANSACTION PROPOSÉE AUX PROPRIÉTAIRES DE CERTAINES TUYAUTERIES ET DE CERTAINS SYSTÈMES DE CHAUFFAGE EN PLASTIQUE PARFOIS APPELÉS TUYAUTERIES ET SYSTÈMES DE CHAUFFAGE EN POLYBUTYLÈNE

**LE PRÉSENT AVIS POURRAIT AVOIR UNE INCIDENCE SUR LES DROITS QUE
VOUS ACCORDE LA LOI**

VEUILLEZ LIRE LE PRÉSENT AVIS ATTENTIVEMENT

Destinataires du présent avis

Vous devriez lire le présent avis si vous êtes l'ancien propriétaire ou le propriétaire actuel de biens immobiliers ou de structures au Canada comportant de la tuyauterie et/ou un système de chauffage en polybutylène.

La tuyauterie en polybutylène installée dans une structure («tuyauterie en PB») est un système d'approvisionnement en eau potable comportant des tuyaux de plastique en polybutylène («PB») ainsi que des raccords en plastique ou en métal (tels que des tés ou des coudes). Un tuyau en PB est un tuyau de plastique non rigide, parfois courbé, habituellement gris (ou, à l'occasion, argent ou noir). Les tuyaux en PB ne sont pas utilisés pour la tuyauterie de vidange, d'évacuation ou de ventilation. La tuyauterie en PB n'inclut pas de systèmes de gicleurs, de canalisations d'égouts, de robinets ou d'appareils sanitaires. Lorsqu'ils sont utilisés dans les conduites de branchement souterraines reliant la société de distribution des eaux à une structure (une «conduite de branchement en PB»), les tuyaux en PB sont bleus, gris ou noirs. Les conduites de branchement en PB n'incluent pas de systèmes de gicleurs ou d'irrigation. Les «systèmes de chauffage à eau chaude en PB» sont des systèmes de chauffage des locaux intérieurs comportant des tuyaux en PB dans lesquels l'eau chauffée circule.

Motifs de publication du présent avis

Certains anciens propriétaires et propriétaires actuels ont intenté les poursuites suivantes en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec relativement à de la tuyauterie en PB et à des systèmes de chauffage à eau chaude en PB installés dans des propriétés canadiennes :

Furlan v. Shell Oil Company, et al., n° C967236, Cour suprême de la Colombie-Britannique.

Gariepy v. Shell Oil Company, et al., n° 307981/99, Cour supérieure de justice de l'Ontario.

Couture c. Shell Oil Company, et al., n° 200 06-000001-985, Cour supérieure du Québec.

Chacune de ces poursuites a été intentée pour le compte des demandeurs nommés et d'un groupe de propriétaires de propriétés dans une situation similaire. En général, les demandeurs dans le cadre de ces poursuites allèguent que la tuyauterie en PB, les conduites de branchement en PB ou les systèmes de chauffage à eau chaude en PB sont défectueux et que, de ce fait, ces systèmes fuiraient ou cesseraient de fonctionner prématurément. Les défendeurs dans le cadre de ces poursuites nient toute responsabilité à cet égard et nient également qu'un demandeur ou qu'un membre du recours collectif a droit à des dommages ou à une autre mesure de redressement. Les cours n'ont pas statué sur le bien-fondé des réclamations des demandeurs ni sur la défense des défendeurs. La Cour supérieure de justice de l'Ontario a statué que l'affaire *Gariepy* ne pouvait se poursuivre sous forme de recours collectif en raison des objections des défendeurs, mais les demandeurs dans le cadre de l'affaire *Gariepy* ont interjeté appel de cette décision. Aucune demande d'autorisation de recours collectif n'a encore été présentée dans les affaires *Furlan* ou *Couture*. Vous pouvez en apprendre davantage sur les allégations formulées dans le cadre de ces affaires en consultant les plaidoiries et d'autres documents conservés dans les dossiers de chacune des cours ou en communiquant avec l'avocat du groupe pertinent à l'une des adresses indiquées ci-après.

Les avocats des groupes dans le cadre de ces poursuites ont conclu une convention afférente à une transaction avec un des défendeurs, Shell Oil Company (la « convention afférente à la transaction relative à Shell »). Un autre défendeur, E.I. DuPont de Nemours and Company, a également conclu une transaction antérieurement. Les cours de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec seront appelées à autoriser les recours collectifs contre Shell uniquement à des fins de transaction, selon les définitions convenues à l'égard des groupes visés par la transaction, et ce en vue d'approuver la convention afférente à la transaction relative à Shell.

Si vous êtes l'ancien propriétaire ou le propriétaire actuel d'une structure comportant de la tuyauterie en PB, une conduite de branchement en PB ou un système de chauffage à eau chaude en PB, vous pourriez être un membre du recours collectif et, si la transaction est approuvée, vous serez lié par les modalités de la convention afférente à la transaction et pourrez présenter une réclamation, sauf si vous vous retirez. Si la transaction est approuvée, un autre avis décrivant les procédures à suivre et les dates limites de retrait de la transaction ou de présentation des réclamations sera émis à l'intention de ses membres du recours collectif.

Transaction proposée avec Shell

Sous réserve de certaines modalités, conditions et restrictions expresses, la convention afférente à la transaction relative à Shell prévoit que Shell doit verser 20 M\$ en règlement des réclamations présentées par les membres du recours collectif. Le montant du règlement (déduction faite des frais relatifs aux avis et à l'administration des réclamations) sera répartie entre les membres du recours collectif qui auront présenté des réclamations dans les délais prescrits conformément à un système de points fondé généralement sur les frais engagés pour réparer ou remplacer la tuyauterie en PB, les conduites de branchement en PB ou les systèmes de chauffage à eau chaude en PB qui leur appartiennent, sous réserve de certains plafonds prévus. Par conséquent, la somme qu'un membre du recours collectif touchera dans le cadre de la transaction dépendra du nombre total de réclamations présentées, du montant des frais de réparation ou de remplacement que le membre du recours collectif aura engagés et du plafond applicable aux réclamations du membre du recours collectif. **Le texte qui précède n'est qu'un sommaire; une description complète du système de points et du plafond applicable aux**

réclamations est présentée dans la convention afférente à la transaction relative à Shell, dont vous pouvez obtenir un exemplaire en suivant les instructions présentées ci-après.

En outre, et sous réserve de l'approbation des cours, Shell versera aux avocats du groupe des honoraires de 3 M\$, somme qui ne proviendra pas des fonds de 20 M\$ accordés dans le cadre de la transaction aux membres du recours collectif ni ne réduira ces fonds de quelque manière que ce soit.

En échange des avantages découlant de cette transaction, les membres du recours collectif abandonneront toutes les réclamations qu'ils ont à l'encontre de Shell relativement à leur tuyauterie en PB, à leurs conduites de branchement en PB et à leurs systèmes de chauffage à eau chaude en PB. En conséquence, il sera interdit aux membres du recours collectif (à l'exception de ceux qui se seront retirés en bonne et due forme dans les délais prescrits) de présenter ou de faire valoir de telles réclamations à l'encontre de Shell.

En offrant cette transaction, Shell n'admet aucune faute ou responsabilité de sa part. La transaction proposée vise plutôt à un compromis à l'égard de réclamations très controversées. La transaction n'est qu'un règlement partiel du recours collectif; celui-ci se poursuivra à l'encontre du défendeur restant, qui ne participe ni à la transaction de DuPont ni à celle de Shell. Toutefois, Shell ne fera plus partie des défendeurs dans le cadre du recours collectif.

Les cours seront appelées, aux audiences d'approbation de la transaction, à approuver le caractère équitable, adéquat et raisonnable de la transaction proposée et à décider si elle est ou non dans l'intérêt des membres du recours collectif. Si elle est approuvée, la transaction liera tous les membres du recours collectif (à l'exception de ceux qui se seront retirés en bonne et due forme dans les délais prescrits).

Un exemplaire du texte intégral de la convention afférente à la transaction relative à Shell et du présent avis sont affichés à l'adresse _____; il est également possible d'obtenir ces documents en communiquant avec l'avocat du groupe pertinent à l'une des adresses indiquées ci-après ou en appelant sans frais au _____. Si vous n'êtes pas certain que votre tuyauterie ou système de chauffage est visé par le présent avis, vous pouvez obtenir des photos des tuyaux et des raccords sur le site Web, en appelant sans frais au numéro 1 866 ou en communiquant avec l'avocat du groupe pertinent à l'une des adresses indiquées ci-après.

Lieux et heures des audiences d'approbation de la transaction

Les cours tiendront des audiences formelles sur le caractère équitable afin d'étudier si elles doivent ou non approuver la transaction relative à Shell, telle qu'elle a été recommandée par les représentants du groupe et les avocats du groupe, comme suit :

- Pour les résidents de l'Ontario et de toutes les autres provinces, à l'exception du Québec et de la Colombie-Britannique : Cour supérieure de justice de l'Ontario, 361, University Avenue, Toronto (Ontario), le _____ 2003, à _____.

- Pour les résidents de la Colombie-Britannique : Cour suprême de la Colombie-Britannique, 800, Smithe Street, Vancouver (Colombie-Britannique), le _____ 2003, à _____.
- Pour les résidents du Québec : Cour supérieure du Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec (Québec) G1R 8K6, le _____ 2003, à _____.

Vous pouvez assister à ces audiences si vous le souhaitez, mais vous n'êtes pas tenu de le faire afin de participer à la transaction.

Objections relatives à la transaction proposée

Aux audiences d'approbation de la transaction, les cours examineront toutes les objections à la transaction proposée, mais uniquement si celles-ci sont envoyées par écrit au plus tard le _____ 2003 à l'avocat du groupe (à l'adresse appropriée indiquée ci-après).

Si vous souhaitez vous objecter à la transaction proposée, votre objection écrite devra comprendre les éléments suivants :

- a) vos nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et adresse électronique;
- b) une brève déclaration sur la nature et les motifs de votre objection; et
- c) si vous avez l'intention de comparaître à une audience d'approbation de la transaction en personne ou d'y être représenté par un avocat et, le cas échéant, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et l'adresse électronique de celui-ci.

Les membres du recours collectif qui ne s'opposent pas à la transaction proposée ne sont pas tenus de comparaître aux audiences d'approbation ou de prendre une autre mesure pour le moment.

Renseignements supplémentaires et questions à l'intention de l'avocat du groupe

Ne communiquez pas avec les cours au sujet du présent avis ou des poursuites. Veuillez adresser vos demandes de renseignements supplémentaires et vos questions à l'avocat du groupe pertinent :

Colombie-Britannique

James Poyner
Poyner, Baxter
145, Chadwick Court
Bureau 408
Vancouver Nord (C.-B.)
V7M 3K1

Tél. : (604) 988-6321
Télé. : (604) 988-3632

poyner.baxter@telus.net

Québec

Claude Desmeules
Siskinds, Desmeules, Avocats
43, rue Buade, bureau 320
Québec (Québec) G1R 4A2

Tél. : (418) 694-2009
Télé. : (418) 694-0281

claude.desmeules@siskindsdesmeules.com

Ontario et tous les autres provinces et territoires (sauf la Colombie-Britannique et le Québec)

Dawn Sullivan
Siskind, Cromarty, Ivey &
Dowler LLP
680, Waterloo Street
London (Ontario) N6A 3V8

Tél. : (519) 672-2121
Télé. : (519) 672-3093

dawn.sullivan@siskinds.com

Approbation de l'avis par les cours

Le présent avis a été approuvé par les cours suivantes :

- Cour supérieure de justice de l'Ontario : *Gariepy v. Shell Oil Company*
Numéro de dossier : 307981/99
- Cour suprême de la Colombie-Britannique : *Furlan v. Shell Oil Company*
Numéro de dossier : C967236
- Cour supérieure du Québec : *Couture c. Shell Oil Company*
Numéro de dossier : 200 06-000001-985

ANNEXE B

PUBLICATION DES AVIS

I. Publication dans des journaux nationaux

The Globe & Mail
The National Post

II. Publication dans des magazines nationaux

MacLean's
TV Guide

III. Publication dans d'autres journaux

Province de Terre-Neuve

St John's, *The Telegram*
Corner Brook, *The Western Star*

Province de l'Île-du-Prince-Édouard

Charlottetown, *The Guardian*
Summerside, *The Journal Pioneer*

Province de la Nouvelle-Écosse

Halifax, *The Chronicle-Herald*
Cap Breton, *The Sydney Cape Breton Post*

Province du Nouveau-Brunswick

Moncton, *The Times & Transcript*
Saint John, *The Telegraph Journal*
Fredericton, *The Daily Gleaner*

Province de Québec (journaux d'expression française, sauf indication contraire)

Chicoutimi-Jonquière, *Le Quotidien*
Québec, *Le Soleil*
Québec, *Le Journal de Québec*
Sherbrooke, *The Record* (journal d'expression anglaise)
Sherbrooke, *La Tribune*
Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*
Granby, *La Voix de l'Est*
Montréal, *The Gazette* (journal d'expression anglaise)
Montréal, *Le Journal de Montréal*
Montréal, *La Presse*

Province d'Ontario

Ottawa-Hull, *The Citizen*
Ottawa-Hull, *Le Droit* (journal d'expression française)
Kingston, *The Whig Standard*
Peterborough, *The Examiner*
Toronto, *The Globe & Mail* (figure aussi dans les journaux nationaux ci-dessus)
Toronto, *The National Post* (figure aussi dans les journaux nationaux ci-dessus)
Toronto, *The Toronto Star*
Toronto, *The Toronto Sun*
Hamilton, *The Hamilton Spectator*
St. Catharines-Niagara, *The St. Catharines Spectator*
Kitchener, *The Kitchener Waterloo Record*
London, *The London Free Press*
Windsor, *The Windsor Star*
Barrie, *The Barrie Examiner*
Sudbury, *The Sudbury Star*
Thunder Bay, *The Chronicle Journal*

Province du Manitoba

Winnipeg, *The Free Press*
Brandon, *The Sun*

Province de la Saskatchewan

Regina, *The Leader Post*
Saskatoon, *The Star Phoenix*

Province d'Alberta

Lethbridge, *The Herald*
Calgary, *The Herald*
Calgary, *The Sun*
Red Deer, *The Advocate*
Edmonton, *The Journal*
Edmonton, *The Sun*

Province de la Colombie-Britannique

Kelowna, *The Daily Courier*
Kamloops, *The Daily News*
Vancouver, *The Province*
Vancouver, *The Sun*
Victoria, *The Times Colonist*
Nanaimo, *The Daily News*
Prince George, *The Citizen*

Territoire du Yukon

Whitehorse, *The Star*

Territoires du Nord-Ouest
Yellowknife, *The Yellowknifer*

IV. Publication dans des magazine provinciaux

L'Actualité
TV Hebdo

V. Site Web

Des renseignements, y compris les avis juridiques et le texte intégral de la convention afférente à la transaction, seront affichés sur un site Web réservé.

VI. Numéro de téléphone sans frais

Un numéro de téléphone sans frais figurera dans les avis juridiques et sur le site Web accompagné d'une directive demandant aux personnes visées d'appeler à ce numéro et d'y laisser leurs coordonnées pour obtenir des exemplaires des avis juridiques et le texte intégral de la convention afférente à la transaction.

VII. Communiqués de presse

Des communiqués de presse comprenant les avis juridiques seront distribués par l'entremise d'une agence de transmission canadienne.

ANNEXE C

AVIS JURIDIQUE RELATIF À L'AUTORISATION DU RECOURS COLLECTIF ET À L'APPROBATION DE LA TRANSACTION À L'INTENTION DES PROPRIÉTAIRES DE CERTAINES TUYAUTERIES ET DE CERTAINS SYSTÈMES DE CHAUFFAGE EN PLASTIQUE PARFOIS APPELÉS TUYAUTERIES ET SYSTÈMES DE CHAUFFAGE EN POLYBUTYLÈNE

**LE PRÉSENT AVIS POURRAIT AVOIR UNE INCIDENCE SUR LES DROITS QUE
VOUS ACCORDE LA LOI**

VEUILLEZ LIRE LE PRÉSENT AVIS ATTENTIVEMENT

Destinataires du présent avis

Vous devriez lire le présent avis si vous êtes l'ancien propriétaire ou le propriétaire actuel de biens immobiliers ou de structures au Canada comportant de la tuyauterie et/ou un système de chauffage en polybutylène.

La tuyauterie en polybutylène installée dans une structure («tuyauterie en PB») est un système d'approvisionnement en eau potable comportant des tuyaux de plastique en polybutylène («PB») ainsi que des raccords en plastique ou en métal (tels que des tés ou des coudes). Un tuyau en PB est un tuyau de plastique non rigide, parfois courbé, habituellement gris (ou, à l'occasion, argent ou noir). Les tuyaux en PB ne sont pas utilisés pour la tuyauterie de vidange, d'évacuation ou de ventilation. La tuyauterie en PB n'inclut pas de systèmes de gicleurs, de canalisations d'égouts, de robinets ou d'appareils sanitaires. Lorsqu'ils sont utilisés dans les conduites de branchement souterraines reliant la société de distribution des eaux à une structure (une «conduite de branchement en PB»), les tuyaux en PB sont bleus, gris ou noirs. Les conduites de branchement en PB n'incluent pas de systèmes de gicleurs ou d'irrigation. Les «systèmes de chauffage à eau chaude en PB» sont des systèmes de chauffage des locaux intérieurs comportant des tuyaux en PB dans lesquels l'eau chauffée circule.

Motifs de publication du présent avis

Certains anciens propriétaires et propriétaires actuels ont intenté les poursuites suivantes en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec relativement à de la tuyauterie en PB et à des systèmes de chauffage à eau chaude en PB installés dans des propriétés canadiennes :

Furlan v. Shell Oil Company, et al., n° C967236, Cour suprême de la Colombie-Britannique.

Gariepy v. Shell Oil Company, et al., n° 307981/99, Cour supérieure de justice de l'Ontario.

Couture c. Shell Oil Company, et al., n° 200 06-000001-985, Cour supérieure du Québec.

Chacune de ces poursuites a été intentée pour le compte des demandeurs nommés et d'un groupe de propriétaires de propriétés dans une situation similaire. En général, les demandeurs dans le cadre de ces poursuites allèguent que la tuyauterie en PB, les conduites de branchement en PB ou les systèmes de chauffage à eau chaude en PB sont défectueux et que, de ce fait, ces systèmes fuiraient ou cesseraient de fonctionner prématurément. Les défendeurs dans le cadre de ces poursuites nient toute responsabilité à cet égard et nient également qu'un demandeur ou qu'un membre du recours collectif a droit à des dommages ou à une autre mesure de redressement. Les cours n'ont pas statué sur le bien-fondé des réclamations des demandeurs ni sur la défense des défendeurs. La Cour supérieure de justice de l'Ontario a statué que l'affaire *Gariepy* ne pouvait se poursuivre sous forme de recours collectif en raison des objections des défendeurs, mais les demandeurs dans le cadre de l'affaire *Gariepy* ont interjeté appel de cette décision. Aucune demande d'autorisation de recours collectif n'a encore été présentée dans les affaires *Furlan* ou *Couture*. Vous pouvez en apprendre davantage sur les allégations formulées dans le cadre de ces affaires en consultant les plaidoiries et d'autres documents conservés dans les dossiers de chacune des cours ou en communiquant avec l'avocat du groupe pertinent à l'une des adresses indiquées ci-après.

Autorisation du recours collectif et approbation de la transaction

Les avocats des groupes dans le cadre de ces poursuites ont conclu une convention afférente à une transaction avec un des défendeurs, Shell Oil Company (la « convention afférente à la transaction relative à Shell »). Un autre défendeur, E.I. DuPont de Nemours and Company, a également conclu une transaction antérieurement. Aux audiences d'approbation de la transaction tenues en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, les cours ont autorisé les recours collectifs contre Shell uniquement à des fins de transaction et ont approuvé la transaction présentée dans la convention afférente à la transaction relative à Shell. Les cours ont également approuvé les représentants des demandeurs et les définitions des groupes visés par la transaction.

Groupes visés par la transaction

Sous réserve de certaines exceptions prévues dans la convention afférente à la transaction relative à Shell, vous êtes un membre d'un groupe visé par la transaction si vous êtes l'ancien propriétaire ou le propriétaire actuel d'une structure comportant de la tuyauterie en PB, une conduite de branchement en PB ou un système de chauffage à eau chaude en PB. **Si vous êtes membre du recours collectif, vous serez lié par les modalités de convention afférente à la transaction relative à Shell et pourrez présenter une réclamation, sauf si vous vous retirez.**

Modalités de la transaction

Sous réserve de certaines modalités, conditions et restrictions expresses, la convention afférente à la transaction relative à Shell prévoit que Shell doit verser 20 M\$ en règlement des réclamations présentées par les membres du recours collectif. Le montant du règlement (déduction faite des frais relatifs aux avis et à l'administration des réclamations) sera répartie entre les membres du recours collectif qui auront présenté des réclamations dans les délais prescrits conformément à un système de points fondé généralement sur les frais engagés pour réparer ou remplacer la tuyauterie en PB, les conduites de branchement en PB ou les systèmes de chauffage à eau chaude en PB qui leur appartiennent, sous réserve de certains plafonds prévus. Par conséquent, la somme qu'un membre du recours collectif touchera dans le cadre de la

transaction dépendra du nombre total de réclamations présentées, du montant des frais de réparation ou de remplacement que le membre du recours collectif aura engagés et du plafond applicable aux réclamations du membre du recours collectif. **Le texte qui précède n'est qu'un sommaire; une description complète du système de points et du plafond applicable aux réclamations est présentée dans la convention afférente à la transaction relative à Shell, dont vous pouvez obtenir un exemplaire en suivant les instructions présentées ci-après.**

En outre, et sous réserve de l'approbation des cours, Shell versera aux avocats du groupe des honoraires de 3 M\$, somme qui ne proviendra pas des fonds de 20 M\$ accordés dans le cadre de la transaction aux membres du recours collectif ni ne réduira ces fonds de quelque manière que ce soit.

En échange des avantages découlant de cette transaction, les membres du recours collectif abandonneront toutes les réclamations qu'ils ont à l'encontre de Shell relativement à leur tuyauterie en PB, à leurs conduites de branchement en PB et à leurs systèmes de chauffage à eau chaude en PB. En conséquence, il sera interdit aux membres du recours collectif (à l'exception de ceux qui se seront retirés en bonne et due forme dans les délais prescrits) de présenter ou de faire valoir de telles réclamations à l'encontre de Shell.

En offrant cette transaction, Shell n'admet aucune faute ou responsabilité de sa part. La transaction proposée vise plutôt à un compromis à l'égard de réclamations très controversées. La transaction n'est qu'un règlement partiel du recours collectif; celui-ci se poursuivra à l'encontre du défendeur restant, qui ne participe ni à la transaction de DuPont ni à celle de Shell. Toutefois, Shell ne fera plus partie des défendeurs dans le cadre du recours collectif.

Un exemplaire du texte intégral de la convention afférente à la transaction relative à Shell et du présent avis sont affichés à l'adresse _____; il est également possible d'obtenir ces documents en communiquant avec l'avocat du groupe pertinent à l'une des adresses indiquées ci-après ou en appelant sans frais au _____. Si vous n'êtes pas certain que votre tuyauterie ou système de chauffage est visé par le présent avis, vous pouvez obtenir des photos des tuyaux et des raccords sur le site Web, en appelant sans frais au numéro 1 866 ou en communiquant avec l'avocat du groupe pertinent à l'une des adresses indiquées ci-après.

Comment se retirer (être exclu) de la transaction

Si vous êtes membre du recours collectif et ne voulez pas participer à la transaction, vous pouvez vous retirer (être exclu de la transaction) en remplissant un formulaire de retrait et en le retournant au plus tard le [date], le cachet de la poste en faisant foi. Vous pouvez obtenir un formulaire de retrait à l'adresse _____, en appelant sans frais au _____ ou en communiquant avec l'avocat du groupe pertinent à l'une des adresses indiquées ci-après.

Nul ne peut retirer un mineur ou une personne frappée d'incapacité mentale sans l'autorisation de la cour pertinente, après en avoir avisé l'avocat ou le tuteur ou curateur public de ce mineur.

Comment présenter une réclamation

Pour présenter une réclamation en vue d'obtenir une indemnisation au moyen des fonds accordés dans le cadre de la transaction relative à Shell, vous devez remplir, signer et vérifier un formulaire de réclamation et le poster à l'administrateur des réclamations au plus tard le [date], le cachet de la poste en faisant foi, accompagné des pièces justificatives requises dans le formulaire de réclamation. La convention afférente à la transaction relative à Shell comporte de plus amples renseignements sur le mode de présentation, le traitement et le règlement des réclamations.

Vous pouvez obtenir un formulaire de réclamation ainsi que les instructions et les définitions qui y sont afférentes à l'adresse _____, en appelant sans frais au _____ ou en communiquant avec l'avocat du groupe pertinent à l'une des adresses indiquées ci-après.

Renseignements supplémentaires et questions à l'intention de l'avocat du groupe

Ne communiquez pas avec les cours au sujet du présent avis ou des poursuites. Veuillez adresser vos demandes de renseignements supplémentaires et vos questions à l'avocat du groupe pertinent :

Colombie-Britannique

James Poyner
Poyner, Baxter
145, Chadwick Court
Bureau 408
Vancouver Nord (C.-B.)
V7M 3K1

Tél. : (604) 988-6321
Télec. : (604) 988-3632

jim@poynerbaxter.com

Québec

Claude Desmeules
Siskinds, Desmeules, Avocats
43, rue Buade, bureau 320
Québec (Québec) G1R 4A2

Tél. : (418) 694-2009
Télec. : (418) 694-0281

claude.desmeules@siskindsdesmeules.com

Ontario et tous les autres provinces et territoires (sauf la Colombie-Britannique et le Québec)

Dawn Sullivan
Siskind, Cromarty, Ivey &
Dowler LLP
680, Waterloo Street
London (Ontario) N6A 3V8

Tél. : (519) 672-2121
Télec. : (519) 672-3093

dawn.sullivan@siskinds.com

Approbation de l'avis par les cours

Le présent avis a été approuvé par les cours suivantes :

- Cour supérieure de justice de l'Ontario : *Gariepy v. Shell Oil Company*
Numéro de dossier : 307981/99
- Cour suprême de la Colombie-Britannique : *Furlan v. Shell Oil Company*
Numéro de dossier : C967236
- Cour supérieure du Québec : *Couture c. Shell Oil Company*
Numéro de dossier : 200 06-000001-985

ANNEXE D

FORMULAIRE DE RETRAIT

Je suis membre du groupe visé par la transaction relative à Shell. Je suis l'unique propriétaire ou le copropriétaire autorisé à agir pour le compte de tout autre copropriétaire d'une ou de plusieurs structures me rendant admissible à faire partie du groupe visé par la transaction relative à Shell. Je choisis par les présentes de me retirer (d'être exclu) du groupe visé par la transaction relative à Shell. Je comprends et je conviens que, en me retirant, j'abandonne de façon définitive mon droit de présenter une réclamation en vue d'obtenir une indemnisation au moyen des fonds accordés dans le cadre de la transaction relative à Shell et que je n'aurai droit à aucune part de ces fonds.

Nom : _____

Par : _____
(s'il s'agit d'une société par actions, d'une société de personne ou d'une autre entreprise, indiquer le nom et la fonction de la personne responsable)

Rue : _____

Ville : _____ **Province :** _____ **Code postal :** _____

Téléphone : _____

Date : _____

L'adresse et le type (p. ex., maison construite sur place, maison mobile, appartement, maison en rangée) de structure dont je suis propriétaire ou dont j'ai été propriétaire et qui me rend admissible à faire partie du groupe visé par la transaction relative à Shell sont les suivants :

Propriété 1 : **Rue :** _____

Ville : _____ **Province :** _____ **Code postal :** _____

Type : _____

Propriété 2 : **Rue :** _____

Ville : _____ **Province :** _____ **Code postal :** _____

Type : _____

Si vous êtes propriétaire de plus de deux propriétés, veuillez joindre des pages supplémentaires comportant les mêmes renseignements relativement à chacune des autres propriétés qui vous appartiennent.